Une base de données des contrats de rachat des captifs rachetés à Tunis au XVIIIe siècle

Hadhami Helal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7211>

DOI : 10.4000/cdlm.7211

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2013

Pagination : 159-171

ISBN : 978-2-914-561-64-8

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Hadhami Helal, « Une base de données des contrats de rachat des captifs rachetés à Tunis au XVIIIe siècle », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 87 | 2013, mis en ligne le 15 juin 2014, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7211> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7211>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Une base de données des contrats de rachat des captifs rachetés à Tunis au XVIIIe siècle

Hadhami Helal

- 1 Le rachat des captifs de la course est une transaction économique et financière complexe. Il implique la réalisation d'un contrat qui engage officiellement différents acteurs : captifs, patrons, intermédiaires et donneurs d'ordre. Cet acte juridique authentique fournit au chercheur une matière abondante : non seulement il identifie les parties contractantes, mais il précise également les spécificités juridiques et financières des engagements et en présente les clauses, conditions, risques et garanties. Le contrat de rachat proprement dit, dont la structure est relativement homogène, voire répétitive, est complété par d'autres actes notariés servant de supports à l'opération, plus variés sur le plan de la forme et du contenu : obligations, procurations, lettres de change, actes de dépôt, quittances, et ainsi de suite. Les obligations, par exemple, sont des titres de créance qui engagent deux personnes ou plus. Elles permettent au débiteur d'emprunter de l'argent pour subvenir à ses besoins courants ou à son rachat : dans la plupart des cas, il s'agit soit du captif en voie de libération, soit du racheté. Les procurations permettent au captif de faire appel à une personne de confiance : un parent, le plus souvent, ayant le pouvoir d'agir en son nom, dans son pays d'origine, pour gérer ses biens et régler ses affaires. Les actes de dépôt, quant à eux, correspondent à des sommes d'argent consignées à la caisse de la chancellerie française : elles représentent une sorte d'acompte, mentionnant les premières procédures de rachat.
- 2 En exploitant les archives de la chancellerie du consulat de France à Tunis, conservées au Centre des archives diplomatiques de Nantes, j'ai pu constituer un corpus de plus de 1 500 rachats conclus à Tunis pour la période 1700-1815¹. La série des actes civils et notariés, inventoriée par Pierre Grandchamp pour le xviii^e siècle², reflète essentiellement les activités économiques et sociales de la nation française de Tunis, mais elle constitue aussi un fond documentaire exceptionnel pour l'histoire des

relations nouées sur place entre chrétiens, juifs et musulmans. Afin d'exploiter ce corpus, j'ai conçu une base de données relationnelle dont la structure d'ensemble est présentée par le document n° 1 : elle se compose de cinq tables liées à l'aide d'un champ-clé primaire appelé « code contrat ». Ont aussi été élaborés les formulaires présentant une interface pour saisir les données, et les requêtes permettant d'interroger les tables, afin d'afficher, modifier et analyser les données de diverses façons. En tant qu'instrument d'analyse, cette base informatisée permet donc de stocker, organiser, gérer, modifier et interpréter les différents types d'information. Les tables qui rassemblent au total 101 champs (de types numérique, texte, logique, date, heure, etc.) respectent l'organisation interne des contrats. La première table correspond à la présentation formelle de l'acte. Trois autres tables servent à identifier les acteurs de chaque opération. La quatrième table en révèle les détails financiers, le risque encouru et les garanties offertes.

Document n° 1. Une base de données relationnelle ³

Source : Hadhami Helal, *Le rachat des esclaves à l'époque d'Ali Bacha (1740-1756)*, mémoire de DEA sous la direction de Sadok Boubaker, Université de Tunis, 2005, 183 p.

Description matérielle du contrat de rachat

- ³ Dans la première table, dénommée « Contrats » (doc. 2), l'un des vingt-neuf champs indique le « type de contrat ». Celui-ci peut être individuel ou collectif⁴. Dans ce dernier cas, un seul acte peut concerner deux, trois ou six personnes, voire plus. Un autre champ mentionne la langue du contrat : outre le français, la plupart des actes sont rédigés en italien car d'autres Européens ou des Ottomans ont eu recours à la chancellerie française. En effet, ce consulat créé à Tunis dès 1577 représentait, jusqu'au milieu du XVII^e siècle, tous les chrétiens dans la régence. Sa chancellerie était le seul endroit existant légalement assurant la consignation d'actes validés juridiquement, approuvés et reconnus par les autres juridictions européennes

⁵.

- 4 Après l'installation d'autres consulats, cette chancellerie devait conserver sa bonne réputation et se doter d'une prééminence reconnue par tous les Européens. Dans la conclusion d'un rachat en particulier, le chancelier français veille à consolider l'authenticité de l'acte : il rappelle que le contrat est rédigé en chancellerie et en présence de « témoins dignes de confiance », cette expression servant de preuve en cas d'infraction aux clauses du contrat.
- 5 Par ailleurs, le champ « date du contrat » précise, non seulement l'année, le mois et le jour, mais aussi l'heure indiquée par deux expressions imprécises : « avant midi » et « après midi ». Cette source de première main offre l'avantage d'être classée, datée et triée chronologiquement. Elle permet de suivre, par une étude statistique, l'ordre des opérations de rachat, ainsi que le nombre de captifs rachetés par jour, mois et année, au cours du XVIII^e siècle. Bien que la date du contrat préliminaire ne soit pas mentionnée systématiquement, l'acte final dévoile néanmoins l'existence d'une promesse de rachat entre les parents du ou des captif(s) et les intermédiaires. L'analyse de ce même champ qui tend à confirmer la longue durée et les étapes des négociations, permet de calculer l'intervalle de temps nécessaire à l'achèvement des négociations.
- 6 D'autres champs présentent, d'une part, l'officier chargé de dresser l'acte ou son remplaçant, en cas d'absence du chancelier ; d'autre part, les deux témoins dont le rôle est d'attester l'authenticité de l'acte, avec mention de leurs noms et prénoms, de leurs origines géographiques, de leurs professions et résidences. La majorité des témoins sont des négociants français de Tunis ou des gens d'Église représentant sur place le préfet apostolique de la Mission de rédemption. Certains d'entre eux ont assumé plusieurs fois le rôle d'intermédiaires dans les opérations de rachat. Une fois l'acte rédigé, le racheté le signe ou, s'il ne sait pas écrire, il se contente de dessiner une croix. L'acte est également signé par le chancelier et les témoins.

Document n° 2. Table « Contrats » (29 champs)

contrats			
CODE CONTRAT:	158	NOMBRE INTERM:	1
FOND:	A-M-A-E-F	NOMBRE D ORDRE:	2
SERIE:	A-CH-C-F-T	NOMCHANCEL:	valliere
NBOBINE:	R 1021	NOMCHSUBST:	
NCARTON:	vol 671b	NOMTEMOIN1:	
TITRCARTON:	le present registre	PRETEMOIN1:	Iodovico
TYPDOC:	cont de rach d'esclave ind	ORIGITEMO1:	aversa
NUMDEPAGE:		PROFTEMO1:	rev pbre cap pref provic apost de la mission de redemp Ô tunis
SUITEPAGE:	43bis	RESIDTEMO1:	tunis
LANGUECONTRAT:	italien	NOMTEMOIN2:	crozet
DATCONTRAT:	27/09/1751	PRETEMOIN2:	louis
DATE1erCONTRAT:	09/06/1751	ORIGITEMO2:	fra
INTERV TEMP NEGOCIATION:	110	PROFTEMO2:	marchand
HEURCONTRAT:	av midi	RESIDTEMO2:	tunis
NOMBRERACHETE:	1		

Source : Hadhami Helal, Le rachat des esclaves..., op. cit.

Identification des captifs rachetés, de leurs patrons et des intermédiaires

- 7 Les contrats de rachat s'avèrent lacunaires pour une étude sociale globale. Ils gardent en effet le silence sur des critères tels que les circonstances des prises, le temps de captivité et surtout les métiers exercés avant la captivité et pendant la servitude à Tunis. De même, ils ne font pas mention de l'âge et de l'état physique du captif racheté. Néanmoins, ils nous informent sur son nom et son prénom, son sexe, sa région et son pays d'origine, sa profession ; de la même façon que sur le nom de son père (mentionné dans quelques contrats) et sur son degré d'alphabétisation. Concernant la répartition par sexes, il apparaît que les femmes et les enfants constituent une minorité par rapport aux hommes adultes. Les contrats de rachat précisent surtout la destination du racheté après sa libération. Ces informations permettent notamment de calculer l'effectif des rachetés selon leurs origines et destinations géographiques, exclusivement méditerranéennes : dans leur majorité, ils viennent des principaux États de la péninsule italienne. En somme, ce constat retrace, en creux, le « terrain de chasse » de la course tunisienne au XVIII^e siècle⁶.
- 8 Les contrats consignent également le nom et parfois la profession des ex-patrons, ce qui permet d'affiner les études ayant trait à la propriété servile dans la régence de Tunis et à l'investissement dans le domaine de la course. L'appropriation servile semble avoir autant intéressé les particuliers que les hommes de pouvoir tels que les membres de la famille beylicale et les agents de l'État. Il en va de même pour les données correspondant à l'identification des patrons des rachetés. Cependant, à part quelques indications parfois détaillées concernant le statut professionnel de certains ex-patrons (le bey et ses fils, le Divan ou quelques officiers), le nom des autres reste le plus souvent indéterminé, ainsi que leurs professions et origines (doc. 3).

Document n° 3. Table « Captifs rachetés » (15 champs)

CAPTIFS RACHETES	
CODE CONTRAT:	157
NOMRACHETE:	STILLA
PRENRACHETE:	Cattarina
ORIGINRACHETE:	marsala
PAYS RACHETE:	sicile
PROFRACHETE:	
SEXERACHETE:	F
PERERACHETE:	
RACH S ECRIRE:	☐
NOMPATRON:	BEN ALI
PRENPATRON:	MOHAMED BEY
PEREPATRON:	ALI BEY BACHA
PROFESS PATRON:	BEY
ORIGINEPATRON:	Turc Tuni
DESTINATION RACH:	chrétienté

Source : Hadhami Helal, *Le rachat des esclaves...*, op. cit.

- 9 Le contrat mentionne en outre que le rachat a été réglé financièrement par un ou deux individus qui, dans la plupart des cas, résident à Tunis. Dans la chaîne des acteurs locaux, ces intermédiaires ont précédemment assumé le rôle de négociateurs, fixant avec les patrons le prix de la rançon et les modalités permettant d'avancer au captif l'argent nécessaire à sa libération. Parfois, ils ne font qu'entériner les accords réalisés

entre le captif et son patron. Ces intermédiaires sont présentés dans l'acte de rachat de manière classique (doc. 4) : nom, prénom, origine géographique et profession. Il s'agit, le plus souvent de marchands chrétiens, de compagnies du commerce, parfois de prêtres catholiques⁷. Il est plus rare que les captifs rachetés à Tunis agissent selon le mandat et l'ordre d'un troisième acteur, leur correspondant en Chrétienté.

Document n° 4. Table « Intermédiaires » (6 champs)

INTERMEDIAIRES	
CODE CONTRAT:	158
NOMINTERMED1:	FRANCO
PRENINTERMD1:	isac
PROFESSINTERM1:	marchand
RESIDINTERMD1:	TUNIS
ORIGINEINTERM1:	juif livournais

Source :Hadhami Helal, Le rachat des esclaves..., op. cit.

- 10 Enfin, le contrat de rachat révèle l'identité des donneurs d'ordre, à savoir les correspondants du captif en Chrétienté (doc. 5). Ces correspondants interviennent toujours en premier pour ordonner la transaction, comme l'indique le contrat. De fait, ce sont eux qui déclenchent le processus de rachat, en agissant à la demande des parents des captifs. À la lumière de cette présentation des multiples acteurs, il apparaît que toute opération de rachat anime un réseau de commanditaires et d'intermédiaires privés, spécialisés dans ces opérations rentables. Il peut s'agir de compagnies du commerce, d'établissements de prêt sur gage ou de simples négociants qui voient dans la « rédemption » une source de profit, contrairement aux organismes publics et religieux.

Document n° 5. Table « Donneurs d'ordre » (12 champs)

DONNEURS D'ORDRE			
CODE CONTRAT:	158	NOM D ORDRE2:	
NOM D ORDRE1:	RIZZO	PREN D ORDRE2:	
PREN D ORDRE1:	nicolo	PROFESS D ORDRE2:	magist de rach des escl
PERE D ORDRE1:	feu carlo maria	ORIG D ORDRE2:	GENES
PROFESS D ORDRE1:		RESID D ORDRE2:	
ORIG D ORDRE1:	GENES		
RESID D ORDRE1:			

Source :Hadhami Helal, Le rachat des esclaves..., op. cit.

Le prix de la marchandise humaine

- 11 Les informations financières que nous pouvons tirer des actes notariés sont nombreuses et chaque libération réserve une grande place aux dépenses, comme nous le constatons à travers le formulaire des détails financiers issus de plusieurs types de contrats (doc. 6) : trente-neuf champs reflètent le prix total du rachat et la complexité de l'opération.
- 12 Le plus gros des débours est la rançon proprement dite, à verser au patron. Elle correspond à la valeur du captif, estimée en piastres ou en sequins vénitiens⁸, fixée par son maître. Nous savons que certaines caractéristiques physiques entrent en jeu (sexe, âge, santé), mais aussi l'origine sociale de l'esclave, sa fortune supposée, son statut professionnel et son rang, ainsi que ses talents et ses mérites intellectuels⁹. Un ensemble de taxes et frais divers au profit de quelques institutions de l'État tunisien et de ses agents viennent alourdir le prix de la rançon. Parmi ces « droits de porte » compris entre 33 et 35 piastres et pouvant atteindre 60 ou 70 piastres, notons la carte de franchise qui est un prélèvement de 3 à 5 piastres (ou d'un sequin vénitien), versé en échange d'un certificat remis au racheté attestant de sa délivrance. Le père Dan¹⁰, relate que les patrons d'esclaves « sont obligés de leur donner un acte passé devant le *cadhi* ou le juge des lieux qui n'oublie point d'y désigner particulièrement l'esclave tant par son âge que par toutes les marques qu'il peut avoir », pour empêcher d'autres esclaves de s'en servir. Le même auteur fournit un exemple de ce certificat dont la structure est la suivante :
- 13 Honorable personne [nom du patron], serviteur de Dieu et de son cher Prophète des musulmans de qui vient tout confort et assistance, a donné pleine et entière liberté à son captif chrétien [nom du captif racheté et sa nationalité] moyennant la somme de [prix] qu'il a reçue en [monnaie] de poids et de valeurs. Lequel esclave entre autre marques est de couleur blanche, âgé de [...] et de stature [...] ayant le poil [...] et les yeux [...] ; ce faisant il l'affranchi de son esclavage de sorte qu'il n'est plus désormais assujetti qu'au prince et gouverneur.
- 14 Le passeport de sortie est assorti d'une taxe payée au Divan des turcs¹¹ (13 à 28 piastres) et d'une autre taxe payée à la Douane des cuirs (14 piastres).

Document n° 6. Table « Détails financiers du rachat » (39 champs)

Détails financiers du rachat			
CODE CONTRAT:	73	CARTE FRANC SV ET SAHIBTABAA:	
PRIX RACH PST:	290	SAHIBTABAA SV:	
PRIX RACH ASP:	2	CH SAC FRCHANC SV:	
SOM VERS PATRON PST:	230	GARD BACHI SV:	
CARTE FR PST:	3	RENEG EMB ET TURJMAN CONSR PST:	
DIW TURC PST:	13	FRAIS CHANC ET EMBARCATION:	
DIW TURC ASP:	28	NOLIS ET NOURRIT SV:	
DIW CUIR PST:	14	PROVISION SOM RACH PST:	
GARD BACHI PST:	10	PROV SOM RACH ASP:	
CH E SACAGI GOUL PST:	1	% PROVISION SOM:	
CH E SACAGI GOUL ASP:	26	CHANGE MARRIT SV:	
SANDAL PST:	1	%CHANGE MARRIT:	
COPI CONT PATENTE:	3	RISQUE MARRIT SUR LA PERS RACH:	DE RUGGIERO
TURJMAN PST:	1	DELAIS REMB J:	20
NOLIS ET NOURRIT PST:	15	SOM à REMBOURSER PAR RACH SV:	
CHM PROV CENS PST:	28	SOM à REMB PAR RACH PST:	187 et 39 ASP
CHM PROV CENS ASP:	37	LIEU REMB:	NAPLES
%CHM PROV CENS:	18	MONNAIE REMB:	DUCAT
DRIV RACH SV:		GARANTIE CONTRAT:	Le racheté oblige ses biens présents et futurs, ses héritages et successions
SOM VERS PAR RACHETE:	131 PST		

Source : Hadhami Helal, *Le rachat des esclaves...*, op. cit.

- 15 Certaines taxes ne sont pas exigées dans tous les contrats. Il s'agit du droit de patente, du *sandalet* du pourboire au *gardian bashi*. Le droit de patente qui oscille entre une et deux piastres, « est destiné à l'entretien de la chapelle consulaire et à celui d'un aumônier »¹². Le *sandal* (de une à deux piastres) est le prix du nolis d'un petit bateau à voile, à fond plat, utilisé pour le transport des hommes et des marchandises jusqu'aux navires là où les eaux ont peu de profondeur¹³. Le *gardian bashi* qui reçoit une somme de dix à vingt piastres, est l'officier turc, parfois renégat, chargé de surveiller les esclaves logeant dans les bagnes. Outre ces trois taxes, des frais de rédaction du contrat (écriture, copie et traduction), dont le montant varie de deux à 21 piastres, sont exigés dans la majorité des cas. La présence d'un drogman (*turjuman* ou truchement)¹⁴ est en effet indispensable pour assumer la communication entre les différents acteurs et accomplir l'opération du rachat. D'autres versements sont effectués pour le compte du *sahib ettaba* (gardien du sceau) et de l'écrivain (de cinq à onze piastres ou un sequin), pour celui du *chaouch* (planton) et « *sakadji* » (portier) sans parler des frais de chancellerie dont la valeur moyenne d'une à trois piastres, peut atteindre parfois six piastres ou un sequin. Une dernière catégorie de frais est couramment désignée par les termes « passage », *communia*, parfois « nourriture », parfois « nolis » et, le plus souvent, par « nolis et nourriture ». En dehors de la taxe d'embarquement (d'une à sept piastres par racheté, ou un à deux sequins), les frais de voyage recouvrent en général le nolis d'un bateau, ainsi que les dépenses de nourriture (entre cinq et vingt piastres, et jusqu'à vingt-neuf piastres ; ou entre deux à six sequins). Dans des cas très rares, les contrats exigent un paiement complémentaire en faveur de celui qui a facilité la négociation et l'accomplissement de l'opération de rachat.
- 16 Selon le contrat enregistré le 22 novembre 1752, Nicolo Manca de Sicile, esclave de Mohamed Bey, doit verser 20 sequins vénitiens soit 120 piastres à l'officier du bey qui a

facilité son rachat. Selon un autre contrat en date du 24 juillet 1753 un officier du bey reçoit 75 sequins soit 450 piastres pour avoir facilité le rachat de Girolamo Grecco de Sicile : cette forte somme laisse à penser que cet esclave d'Ali Bacha était un personnage important.

- 17 La valeur de la commission du correspondant en chrétienté est parfois mentionnée dans une clause indépendante, mais elle est le plus souvent intégrée au change maritime. Cette commission est fixée à 4 % de la somme avancée par l'intermédiaire dans les opérations de rachat ordonnées par des organismes publics tels que l'archiconfrérie de la rédemption des captifs de Sicile. Le change maritime en tant que tel¹⁵ représente l'intérêt à gagner de la conversion, en monnaie chrétienne, des monnaies avancées dans la régence de Tunis puisque l'opération du rachat exige théoriquement un transfert de fonds et que ces monnaies n'ont pas la même valeur. En réalité, le change maritime comporte non seulement l'intérêt sur le transfert des fonds, mais aussi les bénéfices à gagner issus du crédit à court terme et de l'entreprise de rachat (à savoir l'effort de négociation). Dans les cas les plus courants, les taux d'intérêts exigés varient entre 15 % et 18 %, atteignant parfois 23 %.
- 18 La dernière partie du contrat comprend les clauses qui fixent les obligations et les garanties dues par les différents contractants. Ces clauses fixent tout d'abord les procédures de remboursement qui engagent le racheté (dans les cas du rachat privé) et les institutions charitables (dans les cas des rachats publics et charitables) : la monnaie, le lieu, la personne et les délais accordés pour le remboursement de la somme totale du rachat, majorée du change.
- 19 Au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle la monnaie de remboursement exigée par les intermédiaires est soit la lire hors banque (c'est-à-dire dont la cote au change est différente du change officiel) soit le sequin vénitien ou ducat¹⁶.
- 20 Les clauses spécifient toujours le lieu et surtout la personne à qui le racheté devra verser l'argent : il s'agit souvent du correspondant ayant ordonné le rachat. Enfin, dans la majorité des contrats, un délai de remboursement de quinze à vingt jours est fixé par contrat, seule une minorité accordant un délai de trente jours à partir du retour du racheté dans son pays ou, de façon générale, en Chrétienté.
- 21 Le change maritime représentait, de fait, une assurance contre le risque. Encore exceptionnelle au XVII^e siècle, cette clause devient importante au XVIII^e siècle puisque seule une minorité n'était pas assurée. Le correspondant en chrétienté ou l'intermédiaire résidant à Tunis s'engage à garantir tous les risques, à l'exception de la mort naturelle, que peut courir le racheté depuis son embarquement jusqu'à son débarquement : accidents par le feu, la mer, ainsi que le risque d'être capturé de nouveau par des corsaires. Au terme du contrat, les rachetés s'engagent à rembourser leur dette dans les délais accordés, en obligeant leurs personnes, leurs biens présents et futurs, les héritages et les successions à venir, qui servent de gage, et ils promettent qu'en cas de mort, la dette sera payée par leurs héritiers.

Conclusion

- 22 La base de données présentée ici a pour objet le contrat de rachat des captifs de la course. Structurée sur un fonds documentaire concernant Tunis, elle peut servir de modèle au traitement d'autres séries de contrats existants dans différents endroits de

la Méditerranée. Le recours à l'outil informatique n'est pas un simple moyen de calcul et de traitement sériel d'un fonds documentaire volumineux : il offre la possibilité de croiser des informations qualitatives, sur le court terme et le long terme. Je me propose par exemple, d'étudier dans ma thèse l'évolution de l'écriture des contrats. Ces documents utilisés et acceptés par plusieurs sociétés de part et d'autre de la Méditerranée, présentent en effet l'intérêt de constituer une production juridique transculturelle. savoir son excellence le président et directeur de la Rédemption des captifs de Sicile :t ont versé et payé sur l'facilité le

ANNEXES

Contrat n° 1 :

Rachat du nommé Filippo Vitta en faveur du seigneur Isaque Franco

L'année mil sept cent cinquante un et le vingt-septième jour du mois de septembre, avant midi. Par devant nous chancelier du consulat de France en cette ville du royaume de Tunis soussigné et témoins sous nommés, a comparu personnellement le nommé Filippo Vitta fils du feu Augustino de Bisagno, avant esclave de Sidy Younes Bey et maintenant en liberté et qui a déclaré et confessé spontanément, ainsi qu'il le déclare et le confesse par ce présent, d'avoir été racheté et libéré par le seigneur Isaque Franco, marchand juif livournais résidant en cette ville, moyennant la somme de deux-cent-neuf sequins vénitiens à savoir : deux cents sequins vénitiens pour premier coût à son patron ; deux sequins vénitiens pour la carte franche et sahibtaba ; deux sequins vénitiens pour le gardien bachi ; un sequin vénitien pour les frais de la chancellerie et l'embarcation ; quatre sequins vénitiens pour le nolis et la nourriture. Ce qui fait au total la somme de deux-cent-neuf sequins vénitiens sans laquelle le racheté ne pourrait pas obtenir sa liberté pour passer (Que Dieu le veuille !) à la première occasion en Chrétienté. À cette somme de deux-cent-neuf sequins vénitiens vient s'ajouter trente et un sequins vénitiens et un tiers pour le change maritime à raison de quinze pour cent, faisant en tout la somme de deux-cent-quarante sequins vénitiens et un tiers dont seize sequins vénitiens ont été versés par le racheté ; reste la somme de deux-cent-vingt-quatre sequins vénitiens et un tiers. Le racheté Filippo Vitta s'oblige après vingt jours de son arrivée saine et sauve à Gênes que cette somme sera payé rapidement par les Illustres Seigneurs les Magistrats du rachat des esclaves au seigneur Nicolas Rizzo, fils du feu Carlo Maria, et ses fils en lires trois mille seize monnaie hors banque au terme du mandat fait en faveur du dit racheté le neuf juin mil sept cent cinquante et un, en considération du change maritime le seigneur Isaque Franco courant le risque maritime sur la personne du racheté contre tous les accidents qui pourraient survenir par le fait du feu, de la mer et des corsaires qui le feraient de nouveau esclave sauf la mort naturelle (Que Dieu ne veuille !). Le racheté oblige ses biens présents et futurs, ses héritages et successions qu'il pourrait faire et sa propre personne pour maintenir inviolable toutes les clauses de ce contrat, ainsi il a promis et juré.

Fait et publié à Tunis dans cette chancellerie de France en présence du Révérend Père Louis d'Averse, préfet provicaire apostolique de la mission en ce royaume, et de Louis Crozet, marchand français résidant en cette ville, témoins requis appelés et soussignés avec le nommé Filippo Vitta. Le racheté ayant déclaré ne pas savoir écrire ni signer a fait une croix pour sa marque ordinaire. Nous chancelier soussigné avec les témoins au présent original.

Contrat n° 2 : Rachat du nommé ErasmoPhilippoMaccarelli De Gaeta en faveur du seigneur Abraham De Moseh De Paz

L'année mil sept cent quarante deux et le seizième jour du mois d'avril, après midi. Par devant nous chancelier du consulat de France en cette ville du royaume de Tunis soussigné et témoins sous nommés, a comparu personnellement le nommé Erasmo Philippo Maccarelli De Gaeta, avant esclave à Tunis de Sidy Mohamed Cherif et maintenant en liberté et qui a déclaré et confessé spontanément, ainsi qu'il le déclare et le confesse par ce présent, d'avoir été racheté et libéré par le seigneur Abraham De Moseh De Paz, marchand juif livournais résidant en cette ville, moyennant la somme de deux-cent-quatre-vingt-dix piastres deux aspres qu'il a déboursée et payée sur l'ordre du seigneur Philippo De Ruggiero de Naples, à savoir : deux-cent-trente piastres pour premier déboursement à son patron frais de la Porte ; trois piastres pour la carte franche ; treize piastres vingt-huit aspres pour le Divan des turcs ; quatorze piastres pour le Divan des cuirs ; dix piastres pour le gardien bachi ; une piastre vingt-six aspres ; pour le chaouch et saccadgi de La Goulette ; une piastre pour le sandal qui le portera à Bardo ; trois piastres pour la copie du contrat et la patente ; une piastre pour le turjuman et quinze piastres pour le nolis et la nourriture. Ce qui fait au total la somme de deux-cent-quatre-vingt-dix piastres deux aspres sans laquelle le racheté ne pourrait pas obtenir sa liberté pour passer (Que Dieu le veuille !) à la première occasion en Chrétienté dont cent-trente et une piastres sont déboursées par le racheté ; il reste à payer la somme de cent-cinquante-neuf piastres deux aspres que le racheté s'oblige de rembourser ou de faire payer avec en plus vingt-huit piastres trente-sept aspres pour le change maritime provision et censaria, à raison de dix-huit pour cent, faisant en tout la somme de cent-quatre-vingt-sept piastres trente-neuf aspres que le racheté Erasmo Philippo Maccarelli De Gaeta s'oblige de rembourser ou faire rembourser après vingt jours de son arrivée sain et sauf à Naples au seigneur Philippo De Ruggiero en ducats et en considération du change maritime, le seigneur Philippo De Ruggiero courant le risque maritime sur la personne du racheté contre tous les accidents qui pourraient survenir par le fait du feu, de la mer, et des corsaires qui le feraient de nouveau esclave sauf la mort naturelle (Que Dieu ne veuille !). Le racheté oblige ses biens présents et futurs, les héritages et successions qu'il pourrait faire et sa propre personne pour maintenir inviolable toutes les clauses de ce contrat, ainsi il a promis et juré. Fait et publié à Tunis dans cette chancellerie de France en présence du Révérend Père Antonino De Novellare, capucin préfet provicaire apostolique de la mission en ce royaume, et de Louis Villet, marchand français résidant en cette ville, témoins requis appelés et soussignés. Le racheté ayant déclaré ne pas savoir écrire ni signer a fait une croix pour sa marque ordinaire. Nous chancelier soussigné avec les témoins au présent original.

Contrat n° 3 : Rachat des nommés Mariano Manone et Cattarina Stilla en faveur des seigneurs les frères Villet

L'an mil sept cent cinquante un et le vingt-deuxième jour du mois de septembre, avant midi. Par devant nous chancelier du consulat de France en cette ville du royaume de Tunis soussigné et témoins sous nommés, ont été présent en leurs personnes les nommés Mariano Manone et Cattarina Stilla de Marsala, ci-devant esclaves de Sidy Mohamed Bey et maintenant en liberté et qui ont déclaré et confessé de leur volonté, ainsi qu'ils le déclarent et le confessent par ce présent acte d'avoir été racheté et libéré par les seigneurs frères Villet,

négociants français résidant en cette ville, moyennant la somme de six cent dix huit sequins vénitiens que les frère Villet ont versé et payé sur l'ordre de l'illustre son excellence le président et directeur de la Rédemption des captifs de Sicile : à savoir six cent sequins vénitiens pour premier coût à leur patron, dont deux cent sequins vénitiens pour le rachat du nommé Mariano Manone et quatre cent pour le rachat de Cattarina Stilla. Quatre sequins vénitiens pour le gardien bachi, quatre sequins vénitiens la carte franche et sahibtaba, deux sequins vénitiens pour chaouch et saccadgi de La Goulette et les frais de la chancellerie, huit sequins vénitiens pour le nolis et la nourriture. Ce qui fait en total la somme de trois mille sept cent huit piastres monnaie de ce pays à raison de six piastres pour le sequin vénitien. Sans cette somme les rachetés ne pourraient pas obtenir leur liberté pour passer (Que Dieu le veuille !) avec la première occasion en Chrétienté. À cette somme de trois mille sept-cent-huit piastres, il faut ajouter quatre piastres pour le renégat qui les ferait embarquer à La Goulette et au drogman de l'Illustre Consul de France, ce qui fait trois mille sept-cent-douze piastres auxquelles il faut ajouter encore cent-quarante-huit piastres vingt-quatre aspres pour provision de cette somme à raison de quatre pour cent, faisant en tout la somme de trois mille huit-cent-soixante piastres vingt-quatre aspres. Les rachetés s'obligent d'aller à Palerme pour comparaître devant l'illustre S. E. président et directeur de la Rédemption des captifs de Sicile et de lui présenter les cartes franches remises à eux par les frères Villet. Fait et certifié à Tunis dans la chancellerie de France en présence du Révérend Père Louis d'Averse, préfet provicaire apostolique de la mission en ce royaume, et de Louis Crozet, marchand français résidant en cette ville, témoins requis appelés et soussignés avec les nommés Mariano Manone et Cattarina Stilla qui, ayant déclaré ne pas savoir écrire ni signer, ont fait deux croix pour leurs marques ordinaires. Nous chancelier soussigné avec les témoins au présent original.

NOTES

1. . Ministère des Affaires étrangères, Centre des Archives Diplomatiques de Nantes (désormais CADN), série « Registres des copies des actes de la chancellerie du consulat de France à Tunis ». Cette série, d'abord exploitée pour les années 1740-1756 dans le cadre d'un DEA (HadhamiHelal, Le rachat des esclaves à l'époque d'Ali Bacha (1740-1756), mémoire de DEA sous la direction de Sadok Boubaker, Université de Tunis, 2005, 183 p.), a été consultée sous forme microfilmée à l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National (ISHMN), Université de La Manouba, Tunis : bobine n° R1019, cartons : vol. 670B (actes des années 1740-1741-1742) et vol. 670C (actes des années 1743-1744-1745-1746) ; bobine n° R1021, carton : vol. 670B (actes des années 1750 à 1756). Cette première enquête se prolonge dans le cadre d'un doctorat en histoire moderne.
2. . Pierre Grandchamp, La France en Tunisie xviii siècle : inventaire des archives du consulat de France à Tunis de 1582-1705, Tunis, Imprimerie Rapide, 1920-1933, 10 vol. Voir également Pierre

Grandchamp, « Autour du consulat de France à Tunis (1577-1881) », *Revue Tunisienne*, n° 53-54, 1943, p. 1-266.

3. . Cette base de données relationnelles a été conçue grâce à l'enseignement et aux conseils d'André Zysberg.

4. . Trois exemples de contrat sont présentés en annexe : deux d'entre eux sont individuels (rachat d'ErasmusPhilippoMaccarelli et rachat de Filippo Vitta) ; le troisième est collectif (rachat de Mariano Manone et CattarinaStilla).

5. . Jean Pignon, « L'œuvre de Pierre Grandchamp », dans *Études d'histoire tunisienne, xvii e-xxe siècle*, Paris, PUF, 1966, (Université de Tunis, 4e série Histoire, vol. 6), p. 17.

6. . HadhamiHelal, « Rachats et "économie de la rançon" sous le règne d'Ali Bacha (1740-1756) », *Institut des Belles Lettres Arabes (IBLA)*, n° 205, 1/2010, p. 55-80.

7. . Dans le cas de Tunis, les spécialistes de cette transaction sont également des juifs livournais. Sur ces différents acteurs financiers des rachats, voir Wolfgang Kaiser (dir.), *Le commerce des captifs. Les intermédiaires dans l'échange et le rachat des prisonniers en Méditerranée, xv e-xviii e siècle*, Rome, École française de Rome, 2008.

8. . La piastre est une monnaie tunisienne correspondant au rial, composée de 52 aspres (nasri). Le sequin (ou ducat) est la monnaie d'or de Venise puis de divers pays d'Italie, équivalant à 22 livres en 1739 (René Sédillot, *Toutes les monnaies du monde, Dictionnaire des échanges*, Paris, Sirey, 1955).

9. . Ces critères qui se traduisaient par différents prix de rançons (prohibitifs, moyens et très bas), conditionnaient la durée et les circonstances de la captivité et déterminaient la valeur de l'esclave. Voir Paul Sebag, « La course tunisienne au xviii e siècle », *Institut des Belles Lettres Arabes (IBLA)*, 2001, p. 52 ; Daniel Panzac, *Les corsaires barbaresques : la fin d'une épopée (1800-1820)*, Paris, CNRS, 1999, p. 101 ; Jean Mathiex, « Trafic et prix de l'homme en Méditerranée au xvii e et xviii e siècle », *Annales ESC*, n° 1, 1954, p. 161.

10. . Pierre Dan (le père), *Histoire de Barbarie et de ses corsaires*, Paris, Pierre Rocolet, 1637. [URL : gallica.bnf.fr/ark :/12148/bpt6k104099s].

11. . Cette institution, à la fois politique, militaire et judiciaire et composée d'officiers supérieurs de la milice, était intéressée à la course et prélevait des droits sur le butin à partager. Elle employait des esclaves et faisait profit de leurs rançons.

12. . TaoufikBachrouh, « Rachat et libération des esclaves chrétiens à Tunis au xvii e siècle », *Revue tunisienne des sciences sociales (Tunis)*, n° 40-43, 1975, p. 131.

13. . François Comelin, Philémon de La Motte et Joseph Bernard (pères de l'ordre de La Trinité, dits Mathurins), *Voyage pour la Rédemption des captifs aux Royaumes d'Alger et de Tunis fait en 1720*, Paris, chez Louis-Anne Sevestre et Pierre-François Giffart, 1721, p. 148. [URL : gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1048137] ; Paul Sebag, *Tunis au xvii e siècle. Une cité barbaresque au temps de la course*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 169.

14. . Nom autrefois donné aux interprètes dans les pays du Levant.

15. . Le change maritime est désigné de plusieurs façons : « change maritime et commission », « change maritime, provision et censerie », mot dérivé de l'arabe samsara qui signifie « courtier ».

16. . Monnaie d'or, puis d'argent et de compte en Italie du xiii e siècle au xix e siècle, dérivé du ducato de Venise, monnaie de compte valant 6,2 livres soit 124 soldi.

RÉSUMÉS

L'opération de rachat des captifs de la course tunisienne au xviii^e siècle, implique la stipulation d'un contrat écrit. C'est un acte juridique authentique et un engagement officiel entre les différents acteurs qui animaient cette opération. Afin de mieux l'analyser, nous avons procédé à l'établissement d'une structure de base de données informatisée qui se compose de cinq tables portant sur la présentation des fonds d'archives, l'identification des acteurs de l'opération de rachat ainsi que la saisie de ses différentes clauses financières.

Ransoming captives from Tunisian corsairs in the eighteenth century required a written contract. The operation of redemption was a true juridical act, an official engagement between actors. In order to better understand this process, we have constructed a database using Access software that comprises five tables of archival sources describing the contracts, the parties, financial clauses and currencies.

INDEX

Keywords : redemption contracts, database, captives, Tunisian privateering, eighteenth century

Mots-clés : contrat de rachat, base des données, rançon, captifs, course tunisienne, dix-huitième siècle